Mardi 7 juin 1977 No 701

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

COUP D'ETAT AUX SEYCHELLES

L'ex-président des Seychelles, M. James Mancham, a affirmé dimanche à Londres que le coup d'État dont il avait été victime démontrait la «détermination soviétique de dominer l'océan Indien, l'Afrique et le monde entier». «Il faut y mettre fin, a-t-il ajouté» au cours d'une conférence de presse tenue quelques aprés le coup d'État. M. Mancham a indiqué qu'il refusait d'accepter le coup d'État comme «un fait accompli».

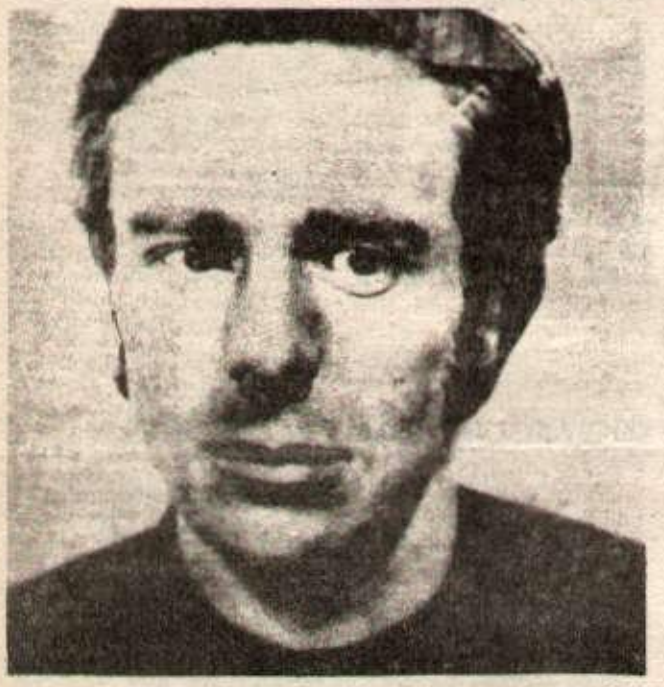
«Je suis prêt à retourner aux Seychelles si l'ONU ou l'OUA prennent le contrôle du pays afin d'y organiser des élections libres».

Pourquoi ce coup d'État qui a eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche aux Seychelles. Cet archipel qualifié de «paradis touristique» est situé au nord-est de Madagascar, il ne compte que 60 000 habitants répartis sur 92 ilots.

Le pays avait acquis son indépendance en 1976, appartenait à l'OUA et à d'autres instances internationales. Avec l'ile Maurice et Madagascar, les Seychelles avec ses nombreux ilots occupent une position stratégique dans l'océan Indien. Or, les deux superpuissances se disputent âprement cette zone dans leur lutte pour l'hégémonie mondiale. Il ne serait dès lors pas surprenant que l'URSS qui vient de subir un échec cinglant au Zaïre ait tenté de prendre pied aux Seychelles pour renforcer ses positions dans l'océan Indien. L'URSS s'agite beaucoup dans cette région en ce moment. Ce qui ne signifie pas qu'elle vole de succès en succès, bien au contraire. Elle rencontre de plus en plus l'opposition et la défiance des pays et des peuples. Le gouvernement soudanais vient d'expulser trente «diplomates russes». En représailles, Moscou essaie d'accroitre les tensions pouvant exister entre l'Éthiopie et le Soudan espérant qu'un conflit lui serait profitable pour s'infiltrer un peu plus dans la corne de l'Afrique.

• Reims

CFT FASCISTE ASSASSIN !



Pierre Maître, 37 ans, père d'un enfant, ouvrier aux VMC, militant CGT. Mortellement blessé par le commando fasciste CFT. «Nous continuerons la grève jusqu'à la victoire», ont décidé les ouvriers. Ce sera leur manière à eux de venger Pierre : continuer le combat !

Trois ouvriers du piquet de grève des Verreries mécaniques, champenoises, à saint-Brice Courcelles, dans la banlieue de Reims, ont été blessés à coups de carabines, vers 1 heure 30 du matin, dimanche.

Un des trois ouvriers blessés est entré à l'hôpital de Reims entre la vie et la mort. Il souffrait d'un plaie cranio-faciale ayant entrainé un coma avec atteinte au cerveau.

Pendant ce temps, l'usine était occupée non seulement par le piquet de grève installé depuis mardi dernier, mais par l'ensemble des grévistes réunis en assemblée.

Samedi soir, une vingtaine d'ouvriers se trouvaient devant la porte de l'usine en grève depuis mardi de la semaine dernière. Survint une GS verte. Un des passagers descend du véhicule et arrache une banderole CGT où étaient inscrites les revendications des grévistes. Les ouvriers du piquet de grève règlent son compte à cet individu qui réussit à s'échapper en utilisant une bombe lacrymogène et à remonter dans la voiture avant de disparaître.

Un quart d'heure plus tard, la voiture revient alors que les grévistes remettent leur banderole en place. La voiture roule lentement. Les vitres se baissent et une dizaine de coups de feu sont tirés par des carabines 22 long rifle. Trois ouvriers sont atteints. Alors que leurs camarades se portent à leur secours, la GS s'enfuit.

Le commando fasciste est composé de cinq adhérents à la CFT, «syndicat» qui sème la terreur contre les ouvriers et les travailleurs immigrés, avec la complicité du gouvernement.

UNE SEMAINE CHAUDE

Les ouvriers de VMC qui emploie 1 800 travailleurs sont en grève parce qu'ils refusent deux procédures de licenciements mises en route contre un délégué du personnel et un délégué suppléant tous deux syndiqués à la CGT. La direction leur reproche, sans sourciller, d'appeler les travailleurs «à des cessations inopportunes de travail»... se qui s'appelle en termes clairs : atteinte au droit de grève !

C'est mardi dernier que les piquets de grève s'étaient mis en place. Malgré les appels de la direction à «la liberté du travail», malgré la charge des gardes-mobiles le jour même.

Le mercredi une manifestation était organisée contre la répression policière. Là encore, charge des gardes mobiles à coups de crosses ; six grévistes sont blessés. Les ouvriers manifestants bombardent les flics à coups de boulons et de pavés : deux flics sont blessés.

Le jeudi, nouvelle manifestation, au cours de laquelle la direction de la CGT ne trouve rien de mieux à dire que : «Provocation contre la nouvelle municipalité de gauche». Il s'agit en fait d'une attaque de type fasciste contre la classe ouvrière, comme le montreront les évènements de la nuit de samedi-dimanche.

RIPOSTE OUVRIERE

Ce n'est pas non plus une «bavure» contrairement à ce que prétendent les milieux gouvernementaux.

Un peu moins de 24 h après l'attentat fasciste, les flics annonçaient avoir arrêté les coupables. Tout devrait rentrer dans l'ordre. La justice allait suivre son cours.

Beullac qui ose se nommer ministre du travail (et non du chômage et des licenciements, ce qui est pourtant le cas) reprenait le même refrain : «L'affaire est entre les mains de la justice».

Bref, cela voudrait dire que les grévistes de VMC, les ouvriers de Reims, n'ont qu'à s'en remettre à la justice, de la classe qui les exploite, de la classe qui envoie ses flics contre eux, de la classe qui envoie ses nervis assassiner les grévistes à coups de carabines !

Au même moment, la direction de l'usine et l'Union départementale de Reims s'en prenait à nouveau aux grévistes accusés de faire «entrave à la liberté du travail». Ils osent parler de liberté du travail ceux qui licencient les ouvriers combattifs, expulsent les travailleurs immigrés !

Il ne s'agit donc pas d'un acte regrettable de quelques excités, mais d'une attaque consciente de la classe bourgeoise contre la classe ouvrière.

Les ouvriers de VMC qui ont vécu ses évènement connaissent bien le visage que prend la bourgeoisie quand ses intérêts sont particulièrement menacés : le visage du fascisme. Ils savent bien aussi que dans ces conditions, seule la lutte paie, la lutte dure, la riposte violente à la violence du pouvoir, le combat classe contre classe !

• Paris

Grève des nettoyeurs du métro

Les 1 200 travailleurs du métro parisien toujours en grève se réunissent chaque matin en assemblée générale. Ce sont en grosse majorité des travailleurs immigrés.

Ils organisent cette semaine trois importantes manifestations publiques pour faire connaître leur lutte. Nous appelons nos lecteurs à soutenir activement et concrètement la grève de ces camarades.

Mardi 7 : *diffusion de 10 000 tracts dans les différentes stations de métro. Les grévistes font appel pour cette action à tous ceux qui voudront, en les aidant dans cette action, montrer leur solidarité à leur lutte.*

Mercredi 8 : *Meeting et projection de films, à 17 h 30, salle Eugène Henaff, 85 rue Charlot. Nous appelons tous nos lecteurs à y assister.*

Jeudi 9 : *Manifestation devant le siège de la RATP, à 12 h 30, 53 ter quai des Grands Augustins, métro Saint-Michel. Ce sera là encore une occasion de manifester notre soutien à la lutte des travailleurs immigrés du métro et notre ferme volonté de renforcer l'unité entre travailleurs français et immigrés.*

• Quartier du Marais
Paris

«Qui décide à la place de qui ?»

Les habitants de l'ilot 16, regroupés dans le cadre de l'Intercomité du Marais, poursuivent leur lutte pour le maintien dans les lieux avec réfection légère des immeubles, pour l'ouverture des logements vides aux travailleurs et aux mal-logés du quartier.

Dans un tract intitulé «le sens d'une lutte», ils expliquent que l'expérience leur a appris à ne plus vouloir entendre parler de rénovation même «sociale» et s'étonnent de l'attitude du PCF.

C'est parce que nos logements ne sont pas des taudis, car nous les avons aménagé au fil des ans que nous réclamons une réfection légère réellement adaptée à nos besoins et à ceux des immeubles qui, malgré leur âge et leur manque d'entretien, restent solides.

Maintenant que cette revendication a fait du chemin, est reprise dans les quartiers populaires de la capitale, maintenant que des groupes d'architectes approfondissent le projet dont la presse se fait écho, pourquoi la cellule communiste du quartier veut-elle à tout prix défendre le projet de rénovation lourde ?

Les évènements du jeudi 21 avril nous ont montré à quoi nous mène cette politique. Quai de l'Hôtel de Ville, au 70-72, **les démolisseurs de la RIVP ont cassé les logements**, *même ceux qui étaient encore occupés, jetant les affaires des locataires dans les escaliers, verrouillant les portes après le saccage et obligeant ainsi des locataires à passer la nuit dehors. Dès le lendemain, les habitants du quartier se sont opposés à la poursuite du saccage en imposant que les occupants de l'immeuble soient réintégrés.*

POURQUOI, malgré ce rapport de force établi par les habitants en lutte venus de tous les comités du quartier, les représentants du Parti communiste ont :

– 1) Négocié le relogement d'un des locataires, sans même concerter les habitants présents (et dans un immeuble qui doit être rénové dans un an ou deux)

– 2) Ont-ils fait le jeu de la RIVP qui depuis des mois cherche justement à reloger les habitants alors que ceux-ci veulent et peuvent rester chez eux.

Alors que les locataires criant «Dehors RIVP», le PCF répondait par les faits «dehors les locataires».

Nous, habitants en lutte, demandons **qui décide à la place de qui ?**

Ceux qui se font les porte-paroles des habitants, ont-ils le droit de nier des années de lutte et de détourner nos véritables revendications.

Tous unis , nous chasserons les spéculateurs du quartier !

RIVP dehors !

Maintien dans les lieux !

Réfection légère des immeubles !

Ouverture des logements vides aux mal-logés et aux travailleurs du quartier !

UNE NOUVELLE BROCHURE EST PARUE

«Paris 19 mars 1977 - 106 è anniversaire de la Commune de Paris - Manifestation et meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge».

Agrémentée de nombreuses photos, cette brochure reprend les diverses interventions du meeting du 19 mars. Elle se termine par l'intervention politique, particulièrement importante, du camarade Jacques Jurquet, directeur politique de l'Humanité rouge.

PASSEZ VOS COMMANDES A :
APN éditions BP 279 - 75 886 Paris Cedex 18 -
(Libellez les chèques à l'ordre de l'APN - Prix de la brochure : 5 F)

Drogue

Le prétexte

A Angers un jeune homme, Alain Boulley a été condamné à six mois fermes pour «usage et cession de stupéfiants». Il a fait appel mais ne sera jugé de nouveau que le 30 juin après cinq mois d'emprisonnement. Dans l'Aisne, deux jeunes suspects sont détenus à la prison de Saint-Quentin. Tous trois ont été inculpés et emprisonnés sans aucune preuve réelle, sur la seule base de «soupçons» et de quelques dénonciations. Voilà qui est inquiétant quand on sait que Giscard compte renforcer les brigades anti-drogues. Les jeunes, les chômeurs et les révolutionnaires ne risquent-ils pas d'être systématiquement considérés comme des suspects et des coupables en puissance ?

Montée de l'opposition en Allemagne de l'est

Depuis quelques mois, les autorités est-allemandes intensifient la répression pour étouffer la moindre critique. C'est là leur réponse à la naissance d'une opposition publique au régime d'oppression protégé par les chars russes.

L'AFFAIRE BIERMANN

A l'automne dernier a éclaté l'affaire Biermann. Depuis déjà de longues années, le poète-chanteur Wolf Biermann critiquait différents aspects du régime social-fasciste : poids de la bureaucratie, existence d'une nouvelle bourgeoisie, absence de libertés, etc. Et bien que Biermann n'ait jamais cessé de proclamer sa «solidarité» avec les dirigeants révisionnistes, il lui était interdit de se produire en public. Mais ses chansons circulaient sous le manteau.

En novembre dernier, la clique dirigeante a cru résoudre le problème en expulsant Biermann de RDA.

Mal lui en a pris. Pour la première fois, une protestation s'est manifestée publiquement. Des écrivains et des artistes de renom ont signé des pétitions contre cette mesure répressive, et cette protestation a bénéficié du soutien populaire : en témoignent les dizaines de signatures collectées aux portes d'une grande usine de la ville de Iéna.

Affolées par ces protestations, les autorités est-allemandes ont eu recours à de nouvelles mesures répressives : chantage pour amener certains signataires à renier leur geste, incarcération de certains d'entre eux, mise sous surveillance policière constante d'autres, exclusion de la ligue des écrivains de Reiner Kunze, finalement expulsé lui aussi en avril dernier.

LA PARTIE VISIBLE DE L'ICEBERG

Certes, ces écrivains, chanteurs, poètes, sont porteurs et propagateurs d'illusions sur la véritable nature social-fasciste du régime est-allemand. Mais cette opposition démocratique est au fond la partie visible de l'immense iceberg de la révolte populaire, qui se manifeste sous de multiples formes : passivité des travailleurs dans les manifestations officielles organisées à la louange de l'occupant russe et auxquelles ils sont contraints d'assister, innombrables «blagues» qui ridiculisent les nouveaux bourgeois de Moscou et de Berlin-est, absence totale d'ardeur au travail, etc.

Et c'est bien de cette révolte que les dirigeants est-allemands ont peur.

Car les critiques des «dissidents» correspondent fondamentalement à ce que pensent les larges masses. Par exemple, c'est la haine du militarisme qu'exprime Reiner Kunze quand, dans un court texte, il évoque le cas d'un garçon de onze ans, nommé «responsable de l'éducation militaire socialiste» dans sa classe et qui explique à son père que sa tâche, «c'est de préparer des manœuvres et des choses comme ça».

C'est la haine de l'occupant russe qui transparaît dans l'anecdote suivante racontée par Kunze : assis dans un grand café de Prague en décembre 1968, il se heurte au refus des serveuses de prendre sa commande; à l'étiquette de son manteau, elles ont deviné qu'il venait d'un pays dont l'armée participait aux côtés de l'armée russe à l'occupation de leur pays.

C'est la haine de l'embrigadement fasciste de toute la population que le jeune écrivain Jürgen Fuchs exprime en évoquant les sentiments amers d'un jeune travailleur, très déçu d'avoir été désigné comme porteur de drapeau pendant une manifestation officielle - parce qu'il devra rester jusqu'à la fin...

UN FAIT NOUVEAU

Mais le fait nouveau en RDA, c'est que maintenant cette opposition ose s'exprimer publiquement, que ces représentants ne reculent plus devant la répression qui, inévitablement, frappe tous ceux qui critiquent un tant soit peu le régime.

Dans l'un de ses écrits, intitulé «le tournant», Jürgen Fuchs raconte comment dans des moments d'affolement, il bouchait ses toilettes en y jetant des manuscrits pour que la police ne les trouve pas. Mais il conclut : «cela te rend malade et te fait reculer, tu vois les toilettes et tu vois les éditeurs vigilents; ces vérités, elles deviennent des babioles quotidiennes que personne ne voit toutes, ni toi ni personne d'autre. Mais de cela, maintenant, nous en avons marre».

Ce «ralbol» qui ne peut plus se taire, c'est l'expression de la révolte contre une oppression qui n'est plus supportable. Et c'est donc aussi l'annonce de luttes de plus grande ampleur contre ce régime antipopulaire imposé par Moscou.

En bref

• Chine

Arrivée du président Nimeyry

La visite officielle d'une semaine en Chine du président Gaafar Nimeiry qui doit arriver lundi à Pékin renforcera l'amitié entre les deux pays, lit-on dans le «Quotidien du peuple» à Pékin.

Dans un éditorial retransmis dimanche par l'Agence Chine Nouvelle, le «Quotidien du peuple» se félicite notamment de la récente désicion du président soudanais de renvoyer des experts militaires et des diplomates soviétiques.

Cette action a frappé «durement les sauvages ambitions expansionnistes et l'agressivité arrogange du social-impérialisme soviétique en Afrique» déclare le «Quotidien du peuple».

Rappelant l'annulation par l'Égypte du traité d'amitié et de coopération qui l iait ce pays à l'URSS et la victoire du gouvernement zairois contre les invasions des «rebelles soutenus par Moscou» le Quotidien du peuple ajoute qu'un Front uni contre l'«hégémonie soviétique» est en train de se former, et que les pays d'Afrique et du monde arabe prennent de plus en plus conscience du visage social-impérialiste de l'URSS.

Enfin, le «Quotidien du peuple» se félicite des propositions du président Nimeiry visant à créer une «zone de sécurité en mer Rouge» et se déclare satisfait des efforts des pays de la région depuis ces dernières années pour renforcer leur solidarité et accroitre leur coopération.

• RFA

Un espion bulgare démasqué

Nouveau cas d'espionnage en Allemagne de l'Ouest. Un membre de l'ambassade de Bulgarie à Bonn est mis en cause.

M. Grigorov, qui appartenait à la section commerciale de l'ambassade, a été surpris alors qu'un employé ouest-allemand d'une société bonnoise d'électronique lui remettait des documents relatifs à son entreprise. Ce dernier a été incarcéré. M. Grigorov a été laissé en liberté en raison de son statut diplomatique. Il aurait été renvoyé par son ambassade en Bulgarie.

Le parquet fédéral de Karlsruhe a confirmé en fin de soirée de dimanche ce nouveau cas d'espionnage.

• Inde

3 mineurs assassinés par les flics

Trois ouvriers indiens travaillant dans les mines de fer de la région de Rajara dans l'État de Madhyra Pradesh (centre de l'Inde) ont été tués vendredi par la police au cours d'une manifestation réunissant trois mille ouvriers de la mine.

Deux policiers ont été tués par des pierres lancées par les manifestants a précisé l'Agence.

Selon l'Agence indienne, les heurts se sont produits à la suite de l'intervention de la police venue arrêter un dirigeant marxiste-léniniste, M. Shankar Guha Niyogi qui avait récemment crée un syndicat parmi les mineurs.

• Chine : les Quatre et la littérature

La théorie des 3 contrastes : une théorie bourgeoise

Comment traduire les rapports entre les hommes ? La bande des Quatre préconisait la théorie des «trois contrastes» ou «des trois mise en relief». Cette théorie mettait l'accent principalement sur les héros principaux. Elle se formulait ainsi : «Des masses, faire ressortir les héros positifs, des héros positifs faire ressortir le personnage principal». Outre que cette théorie appauvrissait la création littéraire, elle visait à présenter les masses comme une populace mesquine tout juste bonne à «servir» et à être dominée ; or, les véritables héros de l'histoire ce sont les masses populaires.

Les «Quatre» faisaient des rapports entre les personnages héroïques socialistes et les masses populaires des rapports entre ceux qui disposent et ceux dont on dispose, entre dominateurs et dominés.

Dans la théorie des «Quatre», les héros détenaient la position de ceux qui disposent, qui sont toujours dans la position dominante au-dessus du parti et des masses populaires. Tout le contraire des héros prolétariens, représentants de toutes les classes exploitées qui eux incarnent les larges masses populaires et qui se lient toujours à elles.

Toutes leurs forces, il les puisent dans leur liaison aux masses populaires. Ils sont parmi les masses et les dirigent dans leur lutte.

Ils sont au service des ouvriers et des paysans, ils ne sont pas des aristocrates au-dessus du peuple.

La théorie des «Quatre» ne permettait pas de rendre compte de la réalité. Dans la société de classes, il n'existe pas de rapports entre les hommes au-dessus des classes. Entre les classes antagonistes, c'est l'oppression de classe et une lutte à mort. Au sein de la classe révolutionnaire, les rapports sont régis par ces principes : «Unité-critique-unité» et «Union contre les ennemis».

Ces rapports se présentent sous diverses formes dans la vie pratique et la littérature prolétarienne doit les traduire fidèlement et typiquement sous l'angle du matérialisme historique.

Par cette théorie rabaissant les masses populaires au rang de populace maniable, les «Quatre» tentaient de préparer idéologiquement leur dictature fasciste.

• Saint-Nazaire

Lettre ouverte sur la délinquance

Nous publions ici des extraits d'une lettre ouverte que les jeunes du centre social de Kerlédé ont envoyé en guise de réponse aux journaux Ouest-France et l'Eclair à propos de 5 jeunes incarcérés pour délinquance.

Par sa spécificité structurelle, le centre social de Kerlédé est devenu un livre ouvert sur la délinquance nazairienne. Tous les mois, St Nazaire et sa ceinture périphérique sont touchés par des centaines de délits. Jusqu'à ce jour, beaucoup de personnes étaient atteintes de cette cécité délinquante; et voilà que beaucoup de cette délinquance est mise au grand jour... Les journalistes et les responsables de la police urbaine déplorent l'état d'ébriété de quelques jeunes dans les locaux du centre social. Nous aimerions voir ces mêmes messieurs mettre autant d'ardeur et de publicité sur les réalités suivantes :

– Qui n'a pas vu des dizaines de jeunes ivres au Charibournaz ?

– Notre département n'est-il pas un des départements le plus alcoolique de notre pays ?

– Les couches sociales les plus défavorisées ne sont-elles pas les plus atteintes par les ravages de l'alcoolisme ?

Les journalistes et la police oublient sciemment de mettre à jour d'autres vérités sociales telles que :

– Les travailleuses et les travailleurs en lutte occupant leur usine pour garder leur emploi.

– Les paysannes et les paysans en lutte pour garder leur outil de travail.

– Les lycéennes et les lycéens en lutte pour un futur emploi qu'ils n'auront pas à la sortie du lycée.

Qui répond à leurs justes revendications à coup de matraques ?

Et bien c'est vous, messieurs les journalistes, par votre mutisme.

Ces travailleuses, travailleurs, ces paysannes, paysans, ces lycéennes, lycéens, sont-ils eux-aussi des délinquants ?

Nous les jeunes, nous pensons qu'il faut dès maintenant mettre en commun nos idées et nos expériences pour avancer vers des solutions.

Nous les jeunes, nous pensons et nous disons très fort que mettre des jeunes en prison pour des actes de révolte est une très mauvaise thérapeutie. La prison sous quelle forme soit-elle est l'école du crime.

C'est pourquoi nous demandons LA LIBERATION DES 5 INCARCERES A NANTES.

les jeunes du centre social de Kerlédé.

nouvelles intérieures

Hausse des prix des légumes et des fruits

La spéculation

A la fin de la semaine dernière, «le mouvement des prix est resté à la hausse», comme disent les spécialistes bourgeois. Ceux-là même qui annoncent que l'augmentation des fruits et légumes a été de 2 % en avril par rapport à mars.

Le plan Barre va de l'avant !

Grosse publicité est donc faite autour des mesures que prendra le gouvernement pour «enrayer» cette hausse.

Les mesures du gouvernement seront annoncées mardi prochain, elles porteront sur : l'information du consommateur et sur le blocage des marges des grossistes et des importations.

CAMPAGNE HONTEUSE

Informer le consommateur pour dire quoi ? Pour dire à la famille d'ouvrier qui n'achète plus de fruits depuis longtemps déjà que les prix ont augmenté ? Pour dire à ceux qui ont déjà renoncé à en manger que les fraises, les abricots ou les cerises sont et resteront hors de prix ? Pour dire aux familles de travailleurs qui ont du mal à clore leur budget qu'il faut réfléchir avant d'acheter ?

C'est une campagne honteuse que va lancer le gouvernement ! C'est un cynisme inacceptable !

Tout aussi honteuse est l'intoxication propagée par les gros négociants sur les causes de cette hausse. Leur raisonnement est le suivant : il y a eu la sécheresse, puis le gel, puis la pluie ; les récoltes sont mauvaises ; on est obligé d'importer.

Les calamités naturelles ont eu pour conséquence de faire baisser les récoltes, c'est un fait. Mais là-dessus les gros négociants et les gros fermiers ont organisé tout un système de spéculation, dont sont victimes les familles de travailleurs (les consommateurs) et aussi les petits paysans, les petits producteurs.

Les importations entrent dans ce système spéculatif.

135 000 TONNES DE POMMES DE TERRE

Des pommes de terre américaines importées en France ont été jetées à la décharge près de Lille, distribuées gratuitement à des collectivités dans l'Ardèche ou le Puy-de-Dôme.

Comme la récolte s'annonçait mauvaise, certains décidèrent que la production allait être de 50 % inférieure (à cause de la sécheresse de l'été dernier). Cela autorisa l'importation de 135 000 tonnes de pommes de terre américaines, arrivées à Dunkerque au prix de 1,15 F ou 1,25 F. Or, la récolte ne fut inférieure que de 30 % par rapport aux années précédentes.. Chez les «gens bien», on n'appelle pas ça spéculation mais "mauvaise estimation"..

Toutefois, les pommes de terre importées étaient là. La spéculation avait joué au détriment des petits producteurs qui restaient avec leur production à un prix nécessairement supérieur.

Ce n'est qu'un seul exemple de spéculation. Il y en a d'autres. Les gros négociants peuvent de fait décider des prix en bloquant par exemple un produit qui devient rare sur le marché et donc cher ou au contraire inonder le marché en jouant la quantité.

Les mesures gouvernementales sur les importations et les grossistes prétendent résoudre cet type de problème.

Pour la frime, les gros négociants ont protesté. Mais au fond, ils sont rassurés : Barre-Giscard et compagnie sont de la même classe qu'eux, ils défendent leurs intérêts à eux.

Quant aux plus pauvres, qu'ils soient paysans ou ouvriers, ils voient leur niveau de vie baisser à une vitesse vertigineuse !

• Marseille

MANIFESTATION CONTRE LA PRISON ILLEGALE D'ARENC

Malgré l'interdiction de la préfecture de police, la manifestation contre la prison clandestine d'Arenc (prison pour les immigrés) a bel et bien eu lieu. Elle a regroupé un millier de personnes.

Les manifestants ont scandé : «Non à la prison d'Arenc». Ils ont exprimé aussi la solidarité des travailleurs français avec les travailleurs immigrés.

Congrès de Nantes du PS

La «démocratie» social-démocrate

Les 17, 18 et 19 juin se tiendra à Nantes le congrès du PS. Ce congrès sera marqué comme tous les congrès de partis socio-démocrates, par des luttes entre les différentes fractions. Il y aura conflit notamment entre d'une part le CERES qui est la plus grosse tendance du PS (25 à 30% des membres) et la plus proche du PCF et d'autre part la majorité du PS regroupée autour de Mitterrand.

Nous aurons bien sûr à revenir sur cet événement.

Les déclarations des différents chefs du PS parlent beaucoup de «démocratie» dans les débats qui les opposent. Il s'agit en fait d'une «démocratie» toute formelle. La façon dont se déroule et se prépare un congrès du PS en est un bon exemple.

Il est en apparence construit sur une vaste consultation de la base du PS, depuis les organisations de base jusqu'aux fédérations. A chaque échelon sont élus des délégués, sur les différentes motions en présence, qui représentent les différentes fractions.

Au congrès, un premier vote des délégués a lieu. Ce vote de tous les délégués n'est qu'«indicatif».

Durant tout le congrès ont lieu des réunions des différentes fractions qui cherchent à voir quelles concialiations elles pourront faire avec d'autres fractions.

Puis les différents fractions se retrouvent représentées au sein d'une «Commission des résolutions». C'est de fait là que le congrès commence. Les chefs des différentes fractions négocient entre eux, passent des compromis, des alliances et des ruptures. L'ensemble des délégués du congrès est tenu à l'écart de ces débats.

De cette «Commission des résolutions» sort un texte qui est soumis au vote final, le seul vote valable.

Quant à la direction du parti, elle est choisie (cooptée) par le premier secrétaire du parti.

Prenons un exemple de ce débat «démocratique». Avant le congrès de Dijon (sur les municipales), le CERES avait fait voter par ses sympathisants une motion par chaque section du parti. Le jour du congrès il s'entendit en cachette avec Mitterrand. Personne n'entendit plus parler de la motion, même pas présentée au congrès...

Mise au pas

On a beaucoup parlé de la mise au pas du CERES.

Mitterrand, qui se voit déjà premier ministre, veut un parti fort et uni derrière lui. Il veut contrôler le CERES qui est la principale fraction du PS et celle qui grossit le plus vite.

Mitterrand face au CERES

Lettre aux adhérents du PS (18 avril) :

«Une fois la décision politique prise, elle doit être appliquée d'un même esprit, d'un même cœur. Aller au-delà et laisser s'installer, se développer plusieurs partis dans le parti, serait la ruine de nos efforts» (...)

«Nous franchirons d'autant mieux cette étape qui doit être celle d'une plus grande homogénéité du parti, qu'à ma connaissance aucune divergence de fond ne nous sépare».

Interview au «Point» (30 mai) :

«Si la minorité était en progrès sensibles cela voudrait tout simplement dire que la direction du parti aurait été plus ou moins désavouée et cela poserait un problème politique évident (lors du congrès de Nantes)».

Rocard face au CERES

Interview au «Nouvel Observateur» (30 mai) :

«Mettons les choses au point. L'enjeu de ce congrès (de Nantes) est de réaliser au plus vite la cohérence du parti. C'est pourquoi il faut maintenir l'autorité et la direction du premier secrétaire : (...)

«Un parti ne gouverne pas en laissant s'approprier le pouvoir de décision par des courants, des sous-courants ou des groupes d'individus qui constituent autant de féodalités...»

• Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique

Grève illimitée

Depuis le 24 mai, les travailleurs sont en grève illimitée, protestant contre le fait que les salaires n'ont pas été revus dans les Chambres d'agriculture depuis le 1er janvier 76, d'où une baisse de salaire pour tous ceux qui n'ont eu ni avancement, ni ancienneté. Ils revendiquent immédiatement un acompte de 300 F par personne et par mois à partir du 1er janvier 77.

Les responsables agricoles, élus au titre de la FDSEA «de gauche» (Fédération des exploitants agricoles), qui gèrent la boutique, ont une attitude de plus en plus claire pour les travailleurs.

Ils prétendaient que c'était la faute de la commission nationale paritaire, puis que le budget initial n'avait pas été accepté par le ministre de l'Agriculture.

Aujourd'hui, ils prennent comme prétexte que ce même budget, qu'ils ont accepté de modifier sur le dos des travailleurs, n'est pas revu et demain ils diront que le budget est dans un tel état, qu'ils ne peuvent rien faire...

Eh bien, cette fois-ci les travailleurs ont en assez de ces beaux discours . le 25 mai, ils ont séquestré toute la journée les 30 membres réunis en session. Ils n'attendent rien de leur déclaration d'accord avec les revendications posées, ni de leur suspension de mandat, qui n'est en fait qu'une fuite de leurs responsabilités.

Plusieurs actions de ce type ont eut lieu dans les autres départements de la région et c'est tout à tour des sessions des Côtes-du-Nord, de Loire-Atlantique, Mayenne, Maine-et-Loire, Sarthe et Morbihan qui n'ont pu se dérouler.

Est dénoncée la politique actuelle de développement agricole, qui entraine .

– la suppression accrue des petits paysans par des services de plus en plus chers

– les menaces de licenciements et les mauvaises conditions de travail qui sont le lot des employés

Le blocage des salaires est déjà un premier pas des pouvoirs publics de supprimer un grand nombre d'emplois dans ce secteur.

Actuellement, la mobilisation est grande surtout pour les plus bas salaires qui ne réagissaient pas aux appels de grève d'une journée et aux augmentations au pourcentage.

La solidarité s'organise concrètement et plusieurs organismes agricoles, coopératives et les «Paysans-travailleurs» sont venus exprimer leur soutien.

Cette lutte fait prendre conscience à beaucoup que la crise ne vient pas d'une mauvaise gestion ou non, mais est beaucoup plus profonde.

Un salarié «Chambre dl'Agriculture»

• Dickson-Constant – Lille

3 semaines de grève des tisserands

Depuis le 16 mai, les 22 ouvriers du secteur production de l'entreprise (qui occupe 67 personnes en tout) sont en greve illimitée. C'est la première grève importante de l'entreprise. Le nouveau patron de choc, Gossens, voudrait faire payer la crise capitaliste dans le textile par les travailleurs eux-mêmes, en intensifiant l'exploitation de ces derniers. Ainsi, un tisserand qui, jusqu'ici conduisait une batterie de 14 métres, devrait maintenant en tenir 18 pour seulement 1,50 F de plus à l'heure !

Ces 4 métres supplémentaires étant des métiers doubles de 3,50 m, le patron parviendrait ainsi à maintenir à peu de frais des profits élevés. Expérimenté à Lille, ce nouveau système devrait ensuite être généralisé et appliqué aux deux autres usines de la société : à Saint-Clair de la Tour (prés de Dijon) et à Caudekerque (prés de Dunkerque). Par ailleurs, il y a des menaces de licenciements contre, au moins, 3 travailleurs.

Les tisserands «titulaires» qui refuseraient le nouveau système seraient pénalisés par un déplacement et une perte de salaire ; tandis que s'aggravent les mauvaises conditions de travail des «polyvalents» et des monteurs-noueurs.

14 métiers par tisserand, pas un de plus !

Pas un seul licenciement !

Correspondant HR

(*) Vous pouvez soutenir les grévistes en envoyant l'argent en mandat à :
Daniel Picavet
42, rue Pierre Curie
59260 Hellemmes

FETE POPULAIRE POUR LE SOUTIEN AUX LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES
dimanche 19 juin
A Gémenos (Bouches-du-Rhône)
THEATRE DE VERDURE

• Peugeot – Sochaux

Les dirigeants syndicaux réussissent à enterrer le mouvement

Les ouvriers exigeront des comptes

La grève en carrosserie a commencé à la mi-mai parce qu'un délégué a été sanctionné sous prétexte d'un vol minime. Les ouvriers n'avaient pas accepté cette sanction car les plus grands voleurs sont bien les patrons.

La grève perlée de la carrosserie a duré quelques trois semaines, au début contre la sanction, puis pour les conditions de travail et les salaires.

Les syndicats ont ensuite élaboré une liste de 61 revendications, primes de toute sorte, de quoi bien noyer le poisson.

Au début, ils étaient 500 sur 5 000 par tournée, à débrayer. La direction Peugeot a sanctionné des délégués combatifs de la carrosserie (mises à pied, avertissements). Les prétextes : prises de parole illégales sur le temps de travail et dans les ateliers, incitation illégale à la grève.

Des ouvriers combatifs de la Carrosserie voulaient couper le courant et aller faire le tour d'autres ateliers, mais les responsables syndicaux ont tout fait pour les en dissuader.

LE 24 MAI

Le 24 mai, jour de grève nationale, Peugeot avait lock-outé tous les travailleurs postés (2X8 et 3X8) ; seulsétaient appelés à travailler les horaires normaux (c'est-à-dire les professionnels : outillage, entretien et les bureaux), environ 10 000 personnes.

Il y a eu environ un peu moins de 20 % de grévistes parmi ces gens-là ; très, très peu ont pris part à Montbéliard à la manifestation «de gauche».

LES MANŒUVRES DE LA DIRECTION

Le lendemain, la direction annonce 3 % d'augmentation, alors qu'à la dernière réunion du comité d'entreprise, la CGT n'avait demandé que 2 %. Elle annonce aussi une prime de lancement pour la nouvelle voiture, égale pour tous à 250 F, payable en novembre et que l'on ne toucherait entièrement que si l'on travaillait tous les jours sans exception jusqu'à la fin de novembre : donc prime d'assuidité, prime antigrève.

CGT-CFDT avancent leurs revendications : 300 F pour tous, prime de vacances de 1 400 F, conditions de travail, cadences, etc. et contre les médecins-conseils patronaux.

Alors qu'en 1970, la CGT avait signé l'accord de mensualisation dans lequel le dernier paragraphe permettrait à la direction de prendre des mesures contre les «abus d'absentéisme».

LE FAMEUX APPEL POUR LE 25 JUIN : UNE LIQUIDATION DU MOUVEMENT

Le 27 mai, CGT-CFDT appellent à une grève de 2 h pour tout Sochaux le 2 juin, sur ses revendications.

Le 2 juin, quelques 650 personnes par tournée débrayent et vont au meeting syndical. Pendant une heure, les responsables syndicaux monopolisent la parole et endorment tout le monde. On envoie une délégation à la direction que celle-ci renvoie en disant : «Vous aurez les résultats dans 6 jours». Les bonzes syndicaux disent alors aux grévistes : après ces deux heures de grève, reprenons le boulot ! C'est la débandade générale. Les ouvriers combatifs veulent aller en Carrosserie, mais toutes les initiatives sont étouffées par les dirigeants syndicaux.

Le lendemain, plus rien : on ne parle plus de grève. Le PCF distribue aux portes de son journal d'entreprise «Action», on ne parle plus que du Programme commune.

En fait, cette journée du 2 juin a un sens bien précis : les directions syndicales ont tout fait pour étouffer la grève en Carrosserie, ils ont fait stopper les grèves perlées pour soi-disant mieux préparer la grève du 2 juin pour tout Peugeot (35 000 à Sochaux), en fait pour mieux enterrer le mouvement spontané. Les directions syndicales avaient peur que si les grèves perlées continuaient, la direction risquait de lock-outer, ce qui risquait de créer une situation explosive. Le 2 juin, en deux heures, ils ont enterré tous les mouvements des 3 dernières semaines. Beaucoup d'ouvriers combatifs ont été écœurés par cet échec, d'autant plus que les conditions de lutte sont difficiles : on a vu les pertes de salaires pour grève, les intimidations de la maitrise, et pendant les meetings des sbires qui filmaient du haut des buildings les grévistes. Les organisations syndicales déjà ultra-minoritaires à Peugeot, y tromperont de moins en moins d'ouvriers, et cette prise de conscience des ouvriers aboutira forcément un jour ou l'autre à l'explosion.

(Article fait après discussion avec des ouvriers de Peugeot-Sochaux)

• Grenoble

Les élèves infirmières et les stages de formation

Les élèves-infirmières de l'hôpital de la Tronche et des Sablons (Grenoble) se mobilisent pour faire aboutir leurs légitimes revendications qui sont :

– la rémunération des stages à temps complet en fin de 1e année (4 semaine) et en fin de 2e année (11 semaines).

– l'alignement de ces rémunérations sur la base du salaire d'une aide-soignante.

– A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL

– la revalorisation des bourses, bloquées à 100 F depuis 1968, allouées aux élèves qui ont un contrat de travail avec l'hôpital.

– l'indemnité de transport pour les stages effectués dans les hôpitaux périphériques.

– indemnités de veille et de week-end pour le stage de 11 semaines.

20 élèves de 1er et 2e année constituent une délégation permanente et les décisions sont prises en assemblée générale.

Les élèves n'ont obtenu que des promesses de la Direction de l'action sanitaire et sociale, qui s'en remet au directeur et au conseil d'administration de l'hôpital présidé par Dudebout, maire PS de Grenoble.

Les élèves-infirmières en grève le 26 mai se réunissent massivement devant le bureau où siège le conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne se prononce sur aucune des revendications. En fait, il cherche à gagner du temps, car les stages d'été des 2e année commencent début juin, or les élèves-infirmières avaient décidé de faire la grève des stages d'été si elles n'obtenaient pas satisfaction.

la tactique a été la même pour un bonze CGT qui disait que même si les élèves commençaient leur stage, cela ne les empêchaient pas de négovier, les acquis pouvaient être à effet rétroactif.

Les élèves-infirmières maintiennent leur mot d'ordre de grève pour les stages. Elles sont déterminées à obtenir satisfaction. Elles ont décidé de prendre contact avec les écoles d'infirmières pour organiser une coordination régionale et nationale composée de représentants mandatés et élus en assemblée générale.

Correspondante HR

• Sertiru – Nord

Les ouvriers tiennent bon ! ils vaincront !

Les ouvriers de la Sertiru (entreprise de nettoiement) entrent dans leur 4e semaine de grève et la popularisation se développe rapidement. Ces derniers jours, ils ont reçu le soutien – entre autres – des ouvriers métallurgistes des ANF à Marly, de Métal-Escaut, d'Usinor Trith-St-Léger...

Le patron refuse toujours de céder, mais même ses nouvelles propositions qu'il a envoyé par lettre aux grévistes sont un recul par rapport aux précédentes. Les lettres ont été renvoyées massivement.

D'autre part, il vient d'être livré à la Sertiru deux camions neufs, bientôt les grèves vont leur faire rejoindre leurs semblables qu'ils empêchent de sortir.

Les grévistes ont organisé en ville une manifestation pour rappeler leurs revendications à la population.

Un élément nouveau est intervenu qui a encouragé les grévistes : la prise de contact avec l'entreprise (de nettoiement), Malaquin a porté ses fruits, puisque les 50 ouvriers ont décidé de se mettre aussi en grève illimitée (ils demandent 50 % d'augmentation !)

La détermination des ouvriers de la Sertiru est telle, que les patrons n'osent plus venir au siège de l'entreprise, ils préfèrent tenir leurs réunions de magouillage avec la maitrise dans leurs propres domiciles privés.

Correspondant HR

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1977